
Histoire et théorie de la justification juridique : approche comparée

Mathilde Cohen



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/20864>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 589-590

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Mathilde Cohen, « Histoire et théorie de la justification juridique : approche comparée », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2011, mis en ligne le 15 juin 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/20864>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire et théorie de la justification juridique : approche comparée

Mathilde Cohen

Mathilde Cohen, *chargée de recherche au CNRS*

- 1 CE séminaire a constitué une introduction à l'histoire et à la théorie de la justification juridique et, notamment, à la notion spécifiquement juridique de « motivation des décisions ». Nous poursuivrons cette problématique en 2010-2011 en nous concentrant plus particulièrement sur le cas des Cours constitutionnelles, dans le cadre d'un séminaire enseigné conjointement avec Pasquale Pasquino, intitulé : « Les Cours constitutionnelles et la raison publique. La motivation des décisions de justice ».
- 2 En 2009-2010, le fil conducteur du séminaire était la question suivante : lorsqu'un officiel – fut-il magistrat, administrateur, législateur, etc. – prend une décision publique fondée sur le droit, est-ce que le raisonnement qui le conduit à la décision relève d'une espèce particulière ? S'agit-il d'un raisonnement que l'on pourrait qualifier de « spécifiquement juridique » ou bien n'y a-t-il rien de tel dans la mesure où il n'existerait pas plusieurs espèces de raisonnements, mais seulement différents objets de raisonnement ?
- 3 Le séminaire se situait au croisement de la philosophie et du droit, ce qui se reflétait chez les participants, en moyenne une dizaine d'étudiants de niveau master ou doctorat ainsi que quelques enseignants-chercheurs, venus du droit, de la philosophie ou des sciences sociales. Les séances étaient organisées autour de thèmes distincts et se déroulaient généralement de la façon suivante : durant la première heure, soit je présentais la problématique du jour, soit un intervenant spécialiste la présentait, tandis que la deuxième heure était consacrée à une discussion collective, autour de textes que j'avais préalablement fait circuler aux participants par mail.
- 4 Dix étudiants de la mention Théorie du droit (Paris-Ouest/EHESS/ENS) ont choisi de valider ce séminaire dans le cadre du master et ont donc rédigé des « mini-mémoires » sur des thèmes de leur choix, en lien avec le séminaire. Certains d'entre eux ont ainsi

présenté oralement à certaines séances du séminaire des étapes intermédiaires de leur recherche au cours du semestre.

- 5 Voici, séance par séance, les thèmes qui ont été abordés cette année :
- 6 Jeudi 14 janvier : Introduction générale sur la notion de justification juridique et la notion de motivation. Identité et différences des notions de justification et de motivation.
- 7 Jeudi 21 janvier : Intervenant : Pascal Naumowicz, doctorant en droit romain à l'Université Paris-II/Sorbonne nouvelle, « La justification juridique, période antique » : séance consacrée à la question de savoir si quelque chose comme une motivation des décisions existait en droit romain et pourquoi (pas).
- 8 Jeudi 28 janvier : Justification juridique et légitimité institutionnelle : est-il vrai que plus une institution est légitime moins elle a tendance à justifier ses décisions ?
- 9 Jeudi 4 février : Justification juridique et « libéralisme justificatoire » : l'influence de Rawls et de la notion de raison publique sur la notion de justification juridique.
- 10 Jeudi 4 mars : La justification juridique du point de vue du droit comparé : comparaison entre les pratiques de justification juridique dans les systèmes juridiques de common law et de droit civil.
- 11 Jeudi 11 mars : Daniel Sabbagh, directeur de recherche au CERI, a présenté une intervention sur : « Justifier la discrimination positive : l'approche de la Cour suprême des États-Unis ».
- 12 Jeudi 18 mars : Séance consacrée à la spécificité (ou non) des justifications juridiques dans le cadre de la justice constitutionnelle dispensée de par le monde par diverses cours suprêmes et/ou constitutionnelles aujourd'hui en activité.
- 13 Jeudi 25 mars : Intervenant : Alexandre Thiercelin, docteur en philosophie de la logique, « Le recours à des fictions dans une justification juridique signale-t-il ses limites ? » Discussion sur l'usage de la fiction dans la théorie de la logique juridique de Leibniz.
- 14 Jeudi 8 avril : Séance consacrée à Ronald Dworkin et à l'importance de sa théorie du jugement judiciaire pour (re-)penser la justification juridique.
- 15 Jeudi 15 avril : Séance consacrée à « la » ou « les » logique(s) juridique(s). Intervenant : Angela Palermo, doctorante en philosophie à l'Université de Franche-Comté, sur le thème : « La logique probabiliste et la logique juridique à l'époque moderne. »
- 16 Jeudi 6 mai : La justification juridique et la théorie des contraintes juridiques de Michel Troper et Véronique Champeil-Desplats : problèmes de cette théorie et avancées possibles.
- 17 Jeudi 20 mai : Intervenant : Mathieu Hauchecorne, ATER en science politique à l'Université Lille-II, a présenté une intervention sur la réception de la théorie rawlsienne de la justice en France et de l'impact de celle-ci sur notre façon de penser la justification et la raison publique.

INDEX

Thèmes : Droit et société